

Bruxelles, le 21.11.2022  
C(2022) 8301 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 21.11.2022**

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de Saint-Pierre-et-Miquelon,  
de la Nouvelle-Calédonie et de la facilité de coopération technique pour les pays et  
territoires d'outre-mer pour 2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 21.11.2022

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie et de la facilité de coopération technique pour les pays et territoires d'outre-mer pour 2022**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu la décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part<sup>2</sup>, et notamment ses articles 81 et 82, rendant applicable l'article 23, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/947,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie et de la facilité de coopération technique pour les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) pour 2022, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) Les actions prévues par la présente décision contribuent à l'intégration des questions liées au climat et à la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe<sup>4</sup> et à l'accord interinstitutionnel<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 355 du 7.10.2021, p. 6.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – «Le pacte vert pour l'Europe» [COM(2019) 640 final].

<sup>5</sup> Accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres (JO L 433I du 22.12.2020, p. 28).

- (4) La Commission a adopté les programmes indicatifs pluriannuels pour Saint-Pierre-et-Miquelon et la Nouvelle-Calédonie pour la période 2021-2027<sup>6</sup>, qui établissent les priorités suivantes: tourisme durable à Saint-Pierre-et-Miquelon et transition énergétique en Nouvelle-Calédonie.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de la décision (UE) 2021/1764 doivent contribuer à la transition écologique et résiliente de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Nouvelle-Calédonie comme le prévoient aussi leurs programmes indicatifs pluriannuels (PIP) et étayer le partenariat UE-PTOM par la mobilisation d'un mécanisme flexible et axé sur la demande fournissant une expertise et un soutien techniques.
- (6) L'action intitulée «Programme d'appui budgétaire en faveur du tourisme durable à Saint-Pierre-et-Miquelon» vise à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de Saint-Pierre-et-Miquelon consistant à devenir une destination touristique durable et à augmenter la contribution du secteur à l'économie locale.
- (7) L'action intitulée «Programme d'appui budgétaire en faveur de la transition énergétique en Nouvelle-Calédonie» vise à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie. Pour ce faire, l'action vise à rendre le secteur minier plus respectueux de l'environnement, à développer la mobilité décarbonée et à améliorer la durabilité et la résilience du territoire.
- (8) L'action intitulée «Facilité de coopération technique PTOM» vise à renforcer la capacité des PTOM à participer à un dialogue stratégique UE-PTOM ainsi qu'à élaborer et mettre en œuvre des politiques stratégiques, des cadres réglementaires et des programmes de coopération.
- (9) En vertu de l'article 81 de la décision (UE) 2021/1764, les actions exposées dans les annexes I et II seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>7</sup> et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Le comité institué par l'article 90 de la décision (UE) 2021/1764 n'a pas émis d'avis sur le plan d'action prévu par la présente décision,

---

<sup>6</sup> Décision d'exécution de la Commission portant adoption de 9 programmes indicatifs pluriannuels en faveur des pays et territoires d'outre-mer pour la période 2021-2027 [C(2021)9164 final du 15.12.2021].

<sup>7</sup> À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le plan d'action*

La décision de financement annuelle, qui constitue le plan d'action annuel pour la mise en œuvre des actions en faveur de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie et de la facilité de coopération technique pour les pays et territoires d'outre-mer pour 2022, telles qu'elles sont exposées dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) le programme d'appui budgétaire en faveur du tourisme durable à Saint-Pierre-et-Miquelon figurant à l'annexe I;
- (b) le programme d'appui budgétaire en faveur de la transition énergétique en Nouvelle-Calédonie figurant à l'annexe II;
- (c) la facilité de coopération technique PTOM figurant à l'annexe III.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 58 900 000 EUR, à financer sur les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union:

- (a) ligne budgétaire BGUE-B2022-14 05 02 00 01-C2-INTPA: 3 170 651 EUR (pour l'action exposée dans l'annexe I);
- (b) ligne budgétaire BGUE-B2022-14 05 02 00 01-C1-INTPA: 54 729 349 EUR (pour l'action exposée dans les annexes I et II);
- (c) ligne budgétaire BGUE-B2022- 14 05 01 00 02 -C1-INTPA: 1 000 000 EUR (pour l'action exposée dans l'annexe III).

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.2 de l'annexe I et au point 4.4.1 de l'annexe II.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>8</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que

---

<sup>8</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 21.11.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*